

Bukavu, le 20 septembre 2017

Madame, Monsieur,

Violations des droits de l'homme : plainte depuis le Parc National de Kahuzi-Biega, RDC

Je m'appelle Mobutu Nakulire Munganga. Je suis un autochtone pygmée mutwa de Buyungule, un village au bord du Parc national de Kahuzi-Biega.

Le parc est notre territoire ancestral. Jusqu'à récemment, nos ancêtres y avaient toujours bien vécu aux côtés des animaux de la forêt, mais nous en avons été violemment expulsés et maintenant nous souffrons atrocement.

Les Batwa d'aujourd'hui ne sont plus en bonne santé comme l'étaient nos grands-parents. Il faut se battre suffisamment pour trouver de la nourriture et nous sommes confrontés à de nouvelles maladies ainsi qu'à la perte de notre culture et de surcroît de nombreuses plantes médicinales qui nous servaient de traitement aux maladies.

Dans la matinée du samedi 26 août, je suis entré dans le parc avec mon fils, Mbone Christian Nakulire, pour cueillir l'une de ces plantes médicinales, qui s'appelle *katangondo*, parce que mon autre fils était atteint par la diarrhée et vomissement.

Quand nous sommes arrivés à la colline de Bahaya, à l'intérieur du parc, nous avons croisé quatre gardes-parcs et l'un d'entre eux a ouvert le feu sur nous. J'ai été touché et je suis tombé par terre. J'ai entendu une voix prononcer « Il ne faut pas tuer son enfant » et d'autres répondre « Nous devons l'éliminer ». J'ai réussi à m'échapper mais mon fils a été abattu. Il n'avait que 17 ans.

Depuis les expulsions, le parc nous a infligé de terribles souffrances. Les gens racontent que le parc n'aurait jamais perduré sans l'appui de l'État allemand, qui en a financé les gardes-parcs.

On m'a dit que, selon la Charte africaine, tout grand projet ayant lieu sur notre territoire nécessitait notre consentement libre, éclairé et préalable.

On m'a également dit que le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) avait adopté une politique des droits de l'homme lui imposant de respecter ce principe.

Et pourtant, personne n'est jamais venue chercher notre consentement pour le Parc national de Kahuzi-Biega. Alors pourquoi le Ministère continue-t-il de le financer et de le soutenir à travers ses agences KfW et GIZ pendant qu'ils sont entrain de nous tuer au lieu de nous aider?

Rien ne pourra jamais compenser la perte de mon garçon, mais je dépose cette plainte pour que vous puissiez nous aider, mon peuple et moi, à obtenir justice et à retourner à notre terre.

Le Ministère et ses agences doivent honorer leur politique des droits de l'homme et nous aider à mettre fin à nos souffrances.

Bien à vous,

Mobutu Nakulire Munganga et son épouse Mauwa M'Nachabi